

N° DP 24/549

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 10 000 € A L'ASSOCIATION "NUMERISUD" - ANNEE 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la commission Attractivité Economique et Développement du Numérique du 6 juin 2024,

CONSIDERANT que l'association « NumériSud », créée en décembre 2021, a pour objectif de réduire la fracture numérique dans les collèges et lycées de l'académie de Nice,

CONSIDERANT que ce projet d'économie circulaire qui vise à recycler et à remettre en état des centaines de vieux PC pour les affecter à des élèves qui en ont besoin, est reconnu d'intérêt général en s'ouvrant à tous les publics, notamment les plus fragiles,

CONSIDERANT l'importance de la démarche de NumériSud qui implique non seulement la récupération, le recyclage et la reconstruction d'ordinateurs dans des ateliers situés dans les établissements scolaires mais aussi l'acquisition de compétences en maintenance informatique pour les élèves des ateliers,

CONSIDERANT la convention avec la Métropole TPM (décision métropolitaine n°24/40 du 22/01/24) signée sans incidence financière qui permet à l'Association de récupérer du matériel dans les 6 déchetteries de la métropole TPM,

CONSIDERANT la convention, ci jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER à l'association « NumériSud » une subvention de 10 000 € (dix mille euros) qui représente un taux de 8.86%, hors contributions ou bénévolat, constituant la limite supérieure du soutien de la Métropole à ce programme et,

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

D'APPROUVER et **DE SIGNER** la convention, ci-jointe.

ARTICLE 4

D'INSCRIRE les crédits pour cette dépense sur le compte 65 748 – fonction 61 au budget 2024 du Développement Economique (opération 2401 : actions en soutien à l'économie circulaire).

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

6000 1000 1000

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024
ENTRE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET
L'ASSOCIATION NUMERISUD

Entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la Décision Président n°..... en date du

Ci-après désignée « La Métropole »

Et :

L'Association NUMERISUD, régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège à la Résidence Méditerranée B – 212 impasse Fontainebleau – 83500 La Seyne-Sur-Mer, représentée par le responsable dûment mandaté, Monsieur François BONNY, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association NUMERISUD a été créée en décembre 2021 afin de recycler les ordinateurs dans les collèges et lycées de l'académie de Nice.

Ce projet d'économie circulaire, reconnu d'intérêt général, vise à réduire massivement la fracture numérique dans l'académie de Nice avec la remise en état de centaines de vieux PC pour les affecter à des élèves qui en ont besoin.

A travers sa demande de subvention 2024, NUMERISUD souhaite continuer à se développer. La montée en puissance du projet génère des frais de fonctionnement supplémentaires. Un stagiaire du lycée Claret de Toulon vient renforcer le dispositif pour permettre d'accentuer les actions localement.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole **au projet défini en annexe I** que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024 l'association NUMERISUD à hauteur de 10 000 euros conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, opération 2401, imputation budgétaire 65748.

Par ailleurs, une convention avec la Métropole a été signée le 22 janvier 2024 (DM n°24/40), sans incidence financière, qui permet à l'Association de récupérer du matériel dans les 6 déchetteries de la métropole TPM. Les personnes peuvent déposer leur matériel informatique usagé (mais encore en état de fonctionner) à destination des ateliers de recyclage des établissements scolaires.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 8.86 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 7 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 3 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (*si la subvention est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*)

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*si la subvention est supérieure à 75 000 euros*),

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (*si la subvention est supérieure à 153 000 euros*)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'ateliers créés sur TPM, nombre d'ordinateurs recyclés et distribués dans l'année.
- Qualitatifs : réduction de la fracture numérique (nombre d'ordinateurs remis en service / nombre d'ordinateurs distribués), retombées dans les médias.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis **en annexe I** de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole Toulon PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

L'association NumériSud organise le recyclage des ordinateurs qui sont renouvelés chaque année dans les établissements scolaires.

Ce projet d'économie circulaire, reconnu d'intérêt général, vise à réduire massivement la fracture numérique dans les collèges et lycées de l'académie de Nice avec la remise en état de centaines de vieux PC pour les affecter à des élèves qui en ont besoin.

Les ordinateurs des établissements scolaires sont renouvelés tous les 5 à 8 ans. NUMERISUD récupère ce matériel usagé, y compris celui donné par des entreprises, afin que des élèves les remettent en état puis les reconstruisent avec le système LINUX et leur installent des logiciels libres de droits, dans des ateliers menés par des enseignants volontaires. Ainsi préparés, ces ordinateurs sont parfaitement fonctionnels pour tout le travail scolaire des élèves.

Une enquête est menée auprès des élèves puis croisée avec les données de la vie scolaire et de l'assistante sociale pour sélectionner les familles qui reçoivent gratuitement les ordinateurs remis en état.

L'objectif est de créer à terme une centaine d'ateliers pour recycler les 9000 ordinateurs renouvelés chaque année.

Le projet s'articule autour de trois grands axes :

- 1) Un axe social avec la réduction de la fracture numérique et l'égalité des chances de réussite scolaire
- 2) Un axe pédagogique : les élèves des ateliers vont acquérir des compétences très concrètes en maintenance informatique
- 3) Un axe environnemental : une seconde vie est donnée à tout ce matériel afin de montrer qu'il faut utiliser les biens de consommation le plus longtemps possible avant de penser au démantèlement.

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
112 831 €	10 000 €	110 831 €

a) Objectif(s) :

RECYCLAGE D'ORDINATEURS APRES REMISE EN ETAT POUR LUTTER CONTRE LA FRACTURE NUMERIQUE

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre d'ateliers créés sur le territoire métropolitain
 - o Nombre d'ordinateurs recyclés et distribués dans l'année
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Réduction de la fracture numérique
 - o Retombées médiatiques

c) Public(s) visé(s) :

COLLEGIENS ET LYCEENS de l'académie de Nice.

d) Localisation :

TERRITOIRE METROPOLITAIN

e) Moyens mis en œuvre :

Un stagiaire post BAC du lycée Claret de Toulon travaille deux jours par semaine pour NUMERISUD, ce qui permet d'accentuer leur action locale.

La montée en puissance du projet génère des frais de fonctionnement : achat de souris, de clés wifi de connexion, d'écrans d'occasion, location box de stockage plus grand, location de véhicules.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	39 040 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	110 831 €
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	17 760 €	- Décharge de M. BONNY par le rectorat de Nice	32 831 €
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		- PACA	30 000 €
Documentation		Département(s) :	
		- VAR	30 000 €
62 - Autres services extérieurs	18 200 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- Métropole TPM	10 000 €
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		- La Seyne S/Mer	5 000 €
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		- Fonds de Développement Vie Associative du Var	3 000 €
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	37 831 €	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	32 831 €	Autres établissements publics	
Charges sociales			

Autres charges de personnel	5 000€	75 - Autres produits de gestion courante	2 000 €
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	2 000 €
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	112 831 €	TOTAL	112 831 €
<p>La subvention de 10 000 € représente 8.86% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

ASSOCIATION NumériSud

ARTICLE PREMIER - NOM

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : **NumériSud**
Le sigle est NS.

ARTICLE 2 - BUT OBJET

L'association NumériSud a pour objet de réduire la fracture numérique dans les établissements scolaires de l'académie de Nice. Elle a pour objectifs d'être philanthropique, éducative, scientifique, sociale, humanitaire, familiale, et environnementale. Ces objectifs pourront être atteints en informant, sensibilisant à la protection de l'environnement, à la solidarité, la tolérance, la lutte contre les inégalités et les exclusions sociales et à l'égalité des chances. Par ailleurs l'association inscrit son projet dans une dimension d'intérêt général, en s'ouvrant à tous les publics, notamment les plus fragiles. Elle garantit à ses activités un caractère non lucratif, laïque et non partisan. En toutes circonstances, l'association garantit un fonctionnement démocratique et transparent et préserve le caractère désintéressé de sa gestion en ayant aucun fonctionnement au profit d'un cercle restreint.

ARTICLE 3 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au résidence Méditerranée 212 impasse Fontainebleau, 83500 La Seyne-sur-Mer
Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration

Article 4 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association se compose de :

- a) Membres d'honneur
- b) Membres bienfaiteurs
- c) Membres actifs ou adhérents

ARTICLE 6 - ADMISSION

L'association est ouverte à tous, sans condition ni distinction.

Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le conseil d'administration, qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées.

ARTICLE 7 - MEMBRES – COTISATIONS

Sont membres actifs ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une somme de 10 € à titre de cotisation.

Sont membres d'honneur ceux qui ont rendu des services signalés à l'association ; ils sont dispensés de cotisations ;

Sont membres bienfaiteurs, les personnes qui versent un droit d'entrée de 100 € ou plus et une cotisation annuelle de 10 € fixée chaque année par l'assemblée générale.

ARTICLE 8. - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par :

- a) La démission ;
- b) Le décès ;
- c) La radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à fournir des explications devant le bureau et/ou par écrit.

ARTICLE 9. - AFFILIATION

La présente association n'a pas d'affiliation

ARTICLE 10. - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- 1° Le montant des droits d'entrée et des cotisations ;
- 2° Les subventions de l'État, des départements, des métropoles ou communautés de communes, et des communes.
- 3° Tous les produits de services ou de vente issus des activités économiques de l'association de façon habituelle, ainsi que les produits dérivés en relation avec l'objet de l'association.
- 4° Toutes les ressources autorisées par les lois et les règlements en vigueur, en particulier les dons, les legs, le mécénat...

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils soient.

Elle se réunit chaque année à la date anniversaire de la création de l'association à 1 trimestre près.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations, qui peuvent être adressées par courrier électronique.

Le président, assisté des membres du conseil, préside l'assemblée et expose la situation morale ou l'activité de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles et du droit d'entrée à verser par les différentes catégories de membres.

Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du conseil.

Le quorum correspond à la majorité des présents.

Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté l'élection des membres du conseil.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

ARTICLE 12 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par un conseil d'au moins 2 membres, élus pour 3 années par l'assemblée générale. Les membres sont rééligibles.

Le conseil étant renouvelé chaque année par tiers, la première année, les membres sortants sont désignés par tirage au sort.

En cas de vacances, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration le mandat des membres remplacés.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout membre du conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

ARTICLE 14 – LE BUREAU

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un bureau composé de :

- 1) Un-e président-e ;
- 2) Un-e secrétaire et, s'il y a lieu, un-e secrétaire adjoint-e ;
- 3) Un-e trésorier-e, et, si besoin est, un-e trésorier-e adjoint-e.

ARTICLE 15 – INDEMNITES

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation.

ARTICLE - 16 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE - 17 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 12, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement,

sauf reprise d'un apport.

Article – 18 LIBERALITES :

Le rapport et les comptes annuels, tels que définis à l'article 11 (y compris ceux des comités locaux) sont adressés chaque année au Préfet du département.

L'association s'engage à présenter ses registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition des autorités administratives en ce qui concerne l'emploi des libéralités qu'elle serait autorisée à recevoir, à laisser visiter ses établissements par les représentants de ces autorités compétents et à leur rendre compte du fonctionnement desdits établissements.

Fait à La Seyne-sur-mer le 31/07/2023

François Bonny, président

Sandra Lamy, secrétaire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bonny', written in a cursive style.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Sandra Lamy', written in a cursive style.

Eric Pace, trésorier

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eric Pace', written in a cursive style.